



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

Décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de Nouvelle-Aquitaine, après examen au cas par cas, sur la révision du zonage d'assainissement de la commune de Saint Avit (40)

n°MRAe 2019DKNA260

dossier KPP-2019-8604

**Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-17 du Code de l'environnement**

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de la Région Nouvelle-Aquitaine

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R. 122-17 et suivants ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016, du 17 avril 2018 et des 30 avril et 11 juillet 2019 portant nomination des membres des Missions Régionales d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 27 avril 2018 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale portant délégation de compétence aux membres permanents pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 122-18 du Code de l'environnement et R. 104-28 du Code de l'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro de dossier figurant dans l'encadré ci-dessus, déposée par le président du syndicat d'équipement des communes des Landes, reçue le 11 juillet 2019, par laquelle celui-ci demande à la Mission Régionale d'Autorité environnementale s'il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale à l'occasion du projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de Saint Avit (40) ;

Vu la contribution de l'Agence régionale de santé en date du 22 juillet 2019 ;

Considérant que la commune de Saint Avit, 640 habitants en 2016 sur un territoire de 4 074 hectares, a délégué au syndicat d'équipement des communes des Landes la compétence pour procéder à la révision de son zonage d'assainissement ;

Considérant que la commune est dotée d'un plan local d'urbanisme approuvé le 8 mars 2010 ;

Considérant que le bourg et la zone d'activité disposent d'un réseau d'assainissement collectif relié à la station d'épuration de Mont de Marsan d'une capacité nominale de 30 000 équivalent-habitants (EH) ;

Considérant que le reste du territoire communal relève de l'assainissement individuel ; que 23 % des installations autonomes sont conformes en 2012 ; que le dossier présenté contient les informations relatives à l'aptitude des sols ; que les installations non conformes devront être remises aux normes ;

Considérant que la révision du zonage d'assainissement de la commune de Saint Avit est conduite parallèlement à l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) du Marsan ;

Considérant que le projet vise à ajuster le périmètre du zonage d'assainissement collectif aux zones urbanisées déjà raccordées et aux zones à urbaniser envisagées dans le projet de PLUi ;

Considérant que dans le cadre de l'élaboration du PLUi du Marsan, la commune envisage d'ouvrir à l'urbanisation deux secteurs pouvant accueillir au total 57 nouveaux logements ; que 17 nouveaux logements pourront densifier le bourg ; que la commune souhaite que ces nouveaux logements soient raccordés à un réseau d'assainissement collectif ;

Considérant qu'une extension de la zone d'activité au sud de la commune est également envisagée ; que le dossier devra être complété par une estimation des effluents supplémentaires à traiter ;

Considérant que le dossier montre que la station d'épuration est en capacité de traiter les effluents supplémentaires issus des nouveaux logements et devra démontrer qu'elle est également en capacité de traiter les effluents supplémentaires issus de l'extension de la zone d'activité ;

Considérant que compte tenu des réglementations en vigueur et des engagements de la collectivité dans le dossier présenté, le projet de révision sera accompagné d'une amélioration de l'ensemble des solutions d'assainissement permettant de garantir une compatibilité du projet avec les enjeux environnementaux ;

Concluant, qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de Saint Avit n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide :

Article 1^{er} :

En application de l'article R. 122-18 du Code de l'environnement et sur la base des informations fournies par la personne responsable, le projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de Saint Avit présenté par le président du syndicat d'équipement des communes des Landes (40) **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 :

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification du zonage d'assainissement est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission Régionale d'Autorité environnementale <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr> En outre, en application de l'article R. 104-33 du Code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Fait à Bordeaux, le 9 septembre 2019

Pour la MRAe Nouvelle Aquitaine
Le membre permanent délégataire



Gilles PERRON

Voies et délais de recours

1 – décision soumettant à la réalisation d'une évaluation environnementale :

Le recours administratif préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à **Monsieur le Président de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale**.

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun.

2 – décision dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale :

Les décisions dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale étant considérées comme des actes préparatoires ne faisant pas grief, elles ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un recours.

Toutefois, elles pourront être contestées à l'appui d'un recours contentieux dirigé contre la décision d'approbation du plan, schéma ou programme.